

Ecosocialisme: un débat stratégique (I)



Par
Socialist Resistance

Ceux d'entre nous qui habitent la planète Terre au XXI^e siècle sont confrontés à un énorme problème. Notre propre espèce, l'homo sapiens (l'homme moderne), détruit la planète à un rythme toujours plus rapide et plus destructeur.

Si cela continue, la capacité de la planète à maintenir la vie (la vie humaine en particulier) pourrait disparaître d'ici quelques décennies. Nous sommes les premiers à disposer des informations nécessaires pour comprendre toute l'ampleur de cette crise, et nous sommes probablement les derniers à avoir la possibilité de faire quelque chose pour y remédier. Aucune autre génération n'a été confrontée à un tel défi ni à une telle responsabilité.

La science nous dit que nous avons dix ans pour contenir l'augmentation de la température mondiale à un maximum de 1,5°C. Après cela, un processus de rétroaction dangereux et irréversible pourrait prendre le dessus.

Les records de température continuent d'être battus avec une régularité effrayante. Les inondations, les sécheresses et les feux de forêt sont plus intenses et plus fréquents. Au moment où nous écrivons ces lignes, la côte Ouest des Etats-Unis est confrontée à des incendies catastrophiques qui ont consumé plus de 3 millions d'hectares – qualifiés d'«apocalyptiques» par un sénateur de l'Oregon [[voir sur ce site entre autres l'article publié en date du 27 août 2020](#)]. Une catastrophe similaire a lieu dans le Pantanal brésilien [[voir à ce sujet l'article publié sur ce site en date du 22 septembre 2020](#)], la plus grande zone humide tropicale du monde, où des milliers d'incendies brûlent de manière incontrôlée.

La glace de mer arctique aura bientôt disparu. Certaines parties de l'Antarctique se réchauffent 5 fois plus vite que le reste de la planète. Les calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique sont toutes deux déstabilisantes – dont la fonte ferait monter le niveau de la

mer de 20 mètres. Cela effacerait des pans entiers des régions les plus densément peuplées du globe. Le permafrost mondial fond aujourd'hui 50% plus vite qu'on ne le pensait auparavant, ce qui pourrait libérer de grandes quantités de méthane, un puissant gaz à effet de serre (GES). Ici, en Grande-Bretagne, cet été, nous avons enregistré un nombre record de jours où la température a dépassé 34 °C.

Le point de départ pour aborder tout cela est une vision écosocialiste du monde. Mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Si le concept est aujourd'hui plus largement accepté que jamais, il n'y a pas encore de point de vue commun sur ce qu'il implique exactement. Pour certains, cela signifie simplement prendre la lutte environnementale plus au sérieux, pour d'autres (dont nous), cela redéfinit le projet socialiste. Nous ne sommes plus engagés dans une lutte visant «simplement» à mettre fin au capitalisme et à le remplacer par une société démocratique et socialement juste. La tâche aujourd'hui est de remplacer le capitalisme par une société durable à long terme et capable de construire une nouvelle relation, non exploitante, entre les êtres humains et la nature.

En attendant, une possibilité majeure de décarboniser l'économie mondiale est en train d'être gaspillée en ce moment même. Il s'agit d'un crime contre l'humanité. Des billions de dollars vont être dépensés par les gouvernements pour reconstruire après la crise du covid. Au lieu de saisir l'opportunité de commencer à construire un avenir durable à faible émission de carbone, selon une nouvelle relation avec la nature, cet argent est utilisé (scandaleusement) pour reproduire le même paradigme désastreux avec la croissance comme objectif central. À mesure que l'économie mondiale se développe – en supposant qu'elle survive au Covid-19 –, le réchauffement climatique et la destruction de l'environnement se développent également. Les ressources naturelles sont surexploitées jusqu'à l'épuisement. Plus de déchets sont déversés dans la biosphère qu'elle ne peut en absorber, ce qui entraîne des dysfonctionnements et des effondrements.

La nature de la crise

Certains, à gauche, affirment que nous sommes confrontés à une triple crise: la plus grande crise économique depuis 300 ans, une crise écologique existentielle et une crise sanitaire découlant du Covid-19. Il y a cependant deux réserves importantes à cette analyse.

Premièrement, si nous n'avons que dix ans pour atteindre le niveau zéro de carbone, il sera trop tard après la révolution. On ne peut pas construire le socialisme sur une planète morte. Notre tâche consiste donc à forcer les élites à procéder à des changements structurels majeurs, ici et maintenant, alors que le capitalisme existe encore – y compris la décarbonisation complète de l'économie mondiale et son remplacement par des énergies renouvelables.

Deuxièmement, nous devons insister sur le fait que le Covid-19 n'appartient pas à une catégorie sanitaire distincte, mais qu'il est un élément fondamental de la crise écologique elle-même. Après tout, la définition de l'«écologie» est la relation entre les organismes vivants.

Une telle approche nous permet de situer le danger croissant de propagation des agents pathogènes zoonotiques à d'autres espèces. Ils sont le résultat de la destruction de la nature, à l'échelle industrielle, tant par l'agriculture occidentale industrialisée – notamment par l'intensification de la production de viande et la déforestation – que par les marchés asiatiques humides [par exemple marchés chinois en plein air qui proposent la viande fraîche, des fruits de mer, à l'opposé des produits emballés, «secs»] et le commerce de viande de brousse. Ces

facteurs sont aggravés par l'augmentation de la densité de la population – en particulier la densité urbaine qui augmente deux fois plus vite que la densité mondiale. Cette situation est encore renforcée par les niveaux sans précédent de connectivité mondiale qui existent aujourd'hui – en particulier les transports aériens.

Cette approche nous permet également de reconnaître que de telles pandémies ne peuvent être évitées, en fin de compte, que par une relation entre les êtres humains et le monde naturel complètement différente de celle qui existe à l'heure actuelle. Tant que la relation présente se poursuivra (ou quelque chose de semblable), il n'y aura pas de solution. Les scientifiques estiment que nous pourrions bientôt être confrontés chaque année à cinq agents pathogènes potentiellement mortels qui se propagent à partir d'autres espèces et dont l'un pourrait dégénérer en une pandémie désastreuse.

Multidimensionnel

Cette complexité est aggravée par la nature multidimensionnelle de la crise écologique elle-même – qui ne peut être réduite au changement climatique, aussi important soit-il. La crise écologique prend la forme d'une série de crises parallèles, chacune étant capable de menacer la vie sur la planète à part entière. Ces menaces ont été identifiées par le Stockholm Resilience Centre comme des «frontières planétaires», dont le franchissement peut causer des dommages irréversibles aux écosystèmes de la planète.

D'autres espèces s'éteignent à un rythme 100 à 1000 fois plus rapide que le rythme «naturel» ou «taux d'extinction de fond» [proportion d'espèces qui disparaît en l'absence de facteurs humains et hors période de catastrophes]. Il s'agit de la «sixième extinction de masse», le plus grand événement d'extinction depuis la disparition des dinosaures il y a 65 millions d'années. Le rapport 2020 du Fonds mondial pour la nature (WWF) sur la planète vivante, publié en avril de cette année, révèle que les mammifères, les oiseaux, les amphibiens, les reptiles et les poissons ont subi un déclin des deux tiers en moins d'un demi-siècle [[voir à ce sujet l'article publié sur ce site en date du 5 octobre 2020](#)].

La demande en eau douce a longtemps dépassé la reconstitution des stocks. D'ici 2025 (selon les Nations unies), on estime que 1,8 milliard de personnes vivront dans des régions confrontées à de graves pénuries d'eau, les deux tiers de la population mondiale vivant dans des régions en situation de stress hydrique. À mesure que les rivières s'assèchent, les conflits liés à l'eau s'intensifient. Dans trois pays seulement – l'Inde, la Chine et le Pakistan – les agriculteurs pompent environ 400 kilomètres cubes [1 km cube vaut 1 milliard de mètres cubes] d'eau souterraine par an.

(Au moment où nous écrivons ces lignes, au Mexique, les agriculteurs lancent des bombes à essence, mettent le feu à des véhicules, bloquent des autoroutes et attaquent les postes de péage des autoroutes, à cause du détournement de l'eau du barrage de La Boquilla [sur le Rio Conchos à Chihuahua] vers les États-Unis alors que le Mexique lui-même connaît une grave sécheresse.)

Le problème consistant à nourrir les 7,6 milliards d'habitants d'aujourd'hui, et potentiellement 10 milliards d'ici la fin du siècle, sans détruire la biosphère de la planète dans le processus, n'est toujours pas résolu. L'agriculture industrialisée utilise 70% de toute l'eau douce disponible et est responsable de 60% de la perte de biodiversité mondiale et de 70% de la déforestation. Elle utilise également des quantités toujours plus importantes d'engrais

azotés avec une efficacité de plus en plus réduite. En conséquence, une proportion plus importante que jamais se déverse dans les rivières et les océans, avec des résultats catastrophiques [voir à ce propos la série d'articles de Ian Angus publiés sur ce site en date des 3, 4, 5 et 19 octobre 2019].

Fait remarquable, les émissions de gaz à effet de serre (GES) (CO₂ et méthane) générées par la production de viande sont plus importantes que celles générées par l'ensemble du système de transport mondial combiné: voitures, camions, trains, bateaux et avions!

Le ruissellement de l'engrais azoté utilisé dans l'alimentation du bétail pour la production de viande crée des zones mortes océaniques – une nouvelle forme de pollution effrayante. Il existe aujourd'hui 405 zones mortes couvrant 95 000 miles nautiques carrés dans lesquelles tout est mort dans les couches inférieures par manque d'oxygène. Si l'on ajoute à cela la hausse de la température de la mer et l'acidification des océans, l'ampleur du problème est évidente. Les récifs coralliens, par exemple, l'un des écosystèmes les plus prolifiques de la planète pourrait disparaître d'ici quelques années [voir sur ce site la série d'articles sur la Triple crise dans l'océan anthropocène, les 10, 23 septembre et 26 octobre 2020]. L'industrie de la viande, rappelons-le, ne se contente pas de polluer nos océans, de détruire nos sols et de nuire à notre santé; elle facilite le déversement de dangereux agents pathogènes qui menacent notre existence même.

Nous devons exiger la fin de cette agriculture et son remplacement par la «souveraineté alimentaire», un terme inventé par la Via Campesina en 1996, qui permettrait à ceux qui produisent, distribuent et consomment la nourriture de contrôler les mécanismes de production et de distribution.

Nous nous félicitons de la tendance à la réduction de la consommation de viande et de produits laitiers, compte tenu de leur impact sur le monde naturel et du niveau d'émissions de gaz à effet de serre et de consommation d'eau que cela implique. Bien que le véganisme et le végétarisme ne suffisent pas en soi, nous soutenons les politiques visant à rendre largement disponibles des alternatives saines et abordables aux produits animaux, par exemple dans les écoles et les hôpitaux.

Changement climatique

La COP22 de Paris en décembre 2015 s'est déroulée dans l'ombre des échecs de Kyoto [COP3, 1997] et de Copenhague [COP15, 2009]. Dans la période qui a précédé, des mobilisations de masse ont eu lieu dans le monde entier pour exiger des initiatives décisives. Londres a connu la plus grande manifestation sur le climat jamais organisée, avec 70 000 personnes dans les rues. Des manifestations et des protestations ont eu lieu à Paris même pendant la COP, malgré l'imposition de l'état d'urgence par le gouvernement français à la suite des attentats terroristes qui avaient fait 130 morts le mois précédent.

La principale proposition faite à la COP de Paris était de limiter le réchauffement climatique à une augmentation maximale de la température, par rapport au niveau préindustriel, «bien en dessous de 2°C». Il s'agissait d'une avancée par rapport à l'objectif de Copenhague qui avait été de limiter l'augmentation à 2°C maximum. Toutefois, les pays et les États insulaires les plus menacés par l'élévation du niveau de la mer, dont certains sont menacés de submersion imminente, ont opposé une résistance acharnée à cette proposition. Ils se sont organisés au sein de ce qu'ils ont appelé la «High Ambition Coalition», dirigée par les îles Marshall. Ils ont

mené une lutte féroce pour une augmentation maximale de 1,5°C au lieu de 2°C autour du slogan «1,5°C pour rester en vie».

Au final, il y a eu une dérobade et les deux objectifs ont été acceptés, mais pas sur un pied d'égalité. L'objectif principal serait «bien en dessous de 2°C» et une limite supplémentaire de 1,5°C a été acceptée comme «aspiration»: «en reconnaissant que cela réduirait de manière significative les risques et les impacts du changement climatique». Il s'agit néanmoins d'un gain important. Une fois adoptée, même si elle était imparfaite, elle ne disparaîtrait pas.

Paris a également été la première fois que l'on reconnaissait unanimement ce que les climatologues et les militants du climat disaient depuis de nombreuses années: le changement climatique anthropique est une menace réelle et urgente et aura des conséquences désastreuses pour des centaines de millions de personnes si l'on ne met pas fin à l'utilisation des combustibles fossiles. Pour la première fois également, lors d'une COP, ni le fondement scientifique du réchauffement climatique, ni son caractère anthropique n'ont été contestés. C'est un grand pas en avant et un coup dur pour les climatosceptiques.

Ces progrès n'ont toutefois pas été reflétés dans les décisions pratiques prises à Paris. Les INDC (Intended Nationally Determined Contributions) adoptées étaient totalement inadéquates et n'entraîneraient pas une augmentation de la température mondiale de 2°C d'ici à la fin du siècle – bien loin de 1,5°C – mais un désastreux 3,4°C dont il serait impossible de revenir en arrière. Comme les émissions de combustibles fossiles ont encore augmenté de 4% depuis lors, elles devraient diminuer de 7,6% chaque année d'ici à 2030 pour rester dans les limites du plafond de 1,5 °C. Nous avons donc une montagne à gravir à Glasgow [COP26, en novembre 2021] l'année prochaine, lorsque les INDC devront être modernisés pour devenir un instrument capable de s'attaquer réellement au problème.

Le rapport spécial du GIEC sur le réchauffement climatique

Deux ans plus tard, en octobre 2018, l'enjeu a été revu à la hausse avec la publication du rapport spécial du GIEC sur le réchauffement climatique (Special Report on Global Warming) – qui a officiellement adopté l'objectif de 1,5°C, et a conclu, par ailleurs, que nous n'avions que 12 ans pour le mettre en œuvre, puisque des points de basculement cruciaux pourraient entrer en jeu dès 2030.

L'objectif de zéro carbone d'ici 2030 est cependant un défi majeur. Il s'agit de mettre en œuvre très rapidement des changements structurels majeurs à tous les niveaux de la société. Cela signifie exiger des investissements gouvernementaux massifs dans des systèmes énergétiques entièrement basés sur les énergies renouvelables. Cela signifie un important transfert de richesse vers les pays pauvres afin de faciliter leur transition et de les élever vers les niveaux de développement occidentaux. Cela signifie également que des réductions majeures de l'utilisation et du gaspillage de l'énergie doivent accompagner l'introduction du nouveau système.

Le rapport du GIEC l'a exprimé ainsi: «Pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C sans dépassement (ou avec un dépassement limité), il faudrait des transitions rapides et profondes dans les domaines de l'énergie, des terres, des infrastructures urbaines et des infrastructures (y compris les transports et les bâtiments), ainsi que des systèmes industriels. Ces transitions systémiques sont sans précédent en termes d'échelle, mais pas exclusivement en termes de rythme, et impliquent des réductions d'émissions importantes dans tous les secteurs, un large

éventail d'options d'atténuation et une augmentation significative des investissements dans ces options.»

Cela implique également, il faut le dire, le rejet du concept de carbone «net-zéro» (c'est-à-dire la prise en compte des compensations) qui n'est qu'une clause échappatoire pour contourner des objectifs importants. (Article publié sur le site *Socialist Resistance*, le 30 octobre 2020; traduction rédaction *A l'Encontre*. La **seconde partie** sera publiée le 4 novembre)